

L'ADMINISTRATION OBAMA EST-ELLE LA MEILLEURE STARTUP DE 2009 ?

LE 19 AOÛT 2009 RUBIN SFADJ

Anil Dash écrit : Après avoir bien regardé la scène des nouvelles tech (et bien sûr, nombre de mes billets récents portent sur Facebook, Google, Apple et d'autres géants de l'industrie des nouvelles tech), je pense que la nouvelle startup la plus prometteuse de 2009 est l'une des moins probables : la branche exécutive du [...]

Anil Dash écrit :



Après avoir bien regardé la scène des nouvelles tech (et bien sûr, nombre de mes billets récents portent sur Facebook, Google, Apple et d'autres géants de l'industrie des nouvelles tech), je pense que la nouvelle startup la plus prometteuse de 2009 est l'une des moins probables : la branche exécutive du gouvernement fédéral des États-Unis.



À l'appui de son analyse, il cite les nouveaux sites créés par l'administration Obama dans le cadre de sa communication web : **data.gov**, **usaspending.gov**, **recovery.gov**, et bien sûr **whitehouse.gov**.

Dash note que chacun de ces sites présente trois caractéristiques des meilleures startups fondées à New York ou dans la Silicon Valley :

ils suivent une **stratégie de marque** bien établie et respectée sur chaque site
l'attention portée au design est évidente, tant au niveau cosmétique que de l'architecture
les services offerts sont de plus en plus accompagnés d'**API** et des sources, afin que des tiers puissent élaborer des applications sur la base de ces sites
Le gouvernement fédéral encourage même l'organisation par des poids lourds du secteur d'un concours portant sur le développement de la meilleure application basée sur le site **data.gov** : **Apps for America**.

Dash a eu le nez creux : quatre jours après la publication de son billet, la FCC (Federal Communications Commission, l'agence en charge de la régulation du secteur des télécoms) a ouvert un **blog** afin de communiquer sur le plan pour la démocratisation du haut-débit aux États-Unis.

Que penser de cette nouvelle approche du rôle de l'État en matière de nouvelles technologies ? Voici quelques remarques en vrac :

Ébauche d'analyse négative : en essayant de devenir une espèce de grand réseau social, l'État se mêle encore un peu plus de ce qui ne le regarde pas. Sous des airs d'innovation et de startup, l'État — et le pouvoir — augmentent encore leur place dans l'économie, et creusent un peu plus leurs déficits. Que le gouvernement utilise des campagnes d'affichage, une télévision d'État ou Facebook, sa communication court toujours le risque de confiner à la **propagande**.

Ébauche d'analyse positive : concrètement, les sites ouverts par le gouvernement américain permettent à tout un chacun de consulter une masse de données qu'aucun gouvernement n'a jamais mis à la disposition du public. Le détail et la variété des données fournies sur les sites en question est extraordinaire. Les scientifiques, les économistes et les sociologues de tous bords et de tous horizons sont certainement reconnaissants. Que l'on s'interroge ou non sur la véracité des informations fournies, l'effort de transparence est incontestable, et doit être **salué**.

Ébauche d'analyse comparative : que l'on appréhende ces évolutions de façon pessimiste

ou optimiste, réservée ou enthousiaste, elles ont au moins le mérite de démontrer que tous les gouvernements ne conçoivent pas le web avant tout comme un grand terrain de jeu pour les **pédophiles**, les **pirates** et la **mafia**. Rafrâchissant, non ?

LEWEBMULTICULTUREL

le 19 août 2009 - 17:21 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



concernant l'analyse négative : sauf que les sites lancés relèvent des activités régaliennes de l'état : transparence sur ses dépenses, communication sur ses actions,... et n'interfèrent aucunement avec le rôle des entreprises. Bien au contraire on peut parier que ces sites sont des outils utiles pour les entreprises et entrepreneurs. A votre décharge : fallait bien trouver quelque chose de négatif pour ne pas tomber dans la béatitude, et là en l'occurrence c'est plutôt difficile...loool

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RUBIN

le 20 août 2009 - 15:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@lewebmulticulturel : Certes, les sites en question relèvent pour la majeure partie des activités régaliennes de l'État. Mais le partenariat avec Google, O'Reilly et autres pour l'établissement d'un concours de développement d'applications en fait-il partie ? Et sans se placer sur le terrain des fonctions, ne peut-on pas constater que l'État augmente, quoi qu'il en soit, sa présence dans la sphère publique ? Mais soyons honnêtes : je cherchais effectivement la petite bête ;-)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE